

Chapitre 2

Rôle des référents dans la mobilisation des exploitations agricoles et ateliers technologiques pour enseigner la transition agroécologique

Loïc Braïda

Montpellier SupAgro, Institut d'Education à l'Agroenvironnement

Philippe Cousinié

DGER/BDAPI, animateur Réso'Them/Agronomie - Ecophyto

Claire Durox

DGER/BDAPI, animateur Réso'Them/Energie - Climat

extrait du

« Guide par et pour les référents
Enseigner à Produire Autrement »

Octobre 2019

Remerciements

Nous remercions l'ensemble des référents régionaux EPA ayant participé à l'atelier dédié à cette réflexion en octobre 2018 :

- Sandrine Poulet, EPL de Caulnes ;
- Nathalie Verpraet, EPL Beauregard de Villefranche de Rouergue ;
- Stéphanie Weissenbacher, EPL de Vesoul ;
- Christelle Suler, EPL de Metz Courcelles Chaussy ;
- Elodie Lima, EPL de Bazas ;
- Sophie Chesneau, EPL de Brie Comte Robert ;
- Mathilde Pascal, EPL de Besançon ;
- Jérôme Ste Marie, EPL d'Auch ;
- Noémie Ouvrard, DRAAF SRFD Nouvelle-Aquitaine ;
- Jean-Marc Lousteau, EPL de Pau Montardon ;
- Nicole Touvin, EPL de Guadeloupe ;
- Michel Lartigue, EPL de Montauban ;
- Claudine Elbisser, EPL Nancy Pixérécourt ;
- Delphine Briand, EPL de l'Aube ;
- Guilhem Boit, EPL de la Bretonnière ;
- Frédrick Lévêque, EPL de Lomme ;
- Aurore Minvielle-Debat, EPL de Dijon Quétigny ;
- avec l'appui pour la co-animation d'Emmanuelle Zanchi, Réso'them / élevage et Hervé Longy, Réso'them / élevage & signes de qualité

Nous remercions plus particulièrement ceux qui ont rapporté les conclusions de l'atelier lors de la plénière et les personnes qui ont accepté de nous apporter des éclairages complémentaires (Brigitte Ringeval, EPLEFPA de Cibeins ; Patrice Robin, EPL de Perpignan Roussillon) dans cet article sur le rôle des référents EPA dans la mobilisation des EA-AT.

Rôles des référents dans la mobilisation des exploitations agricoles et ateliers technologiques pour enseigner la transition agroécologique

Philippe Cousinié ; DGER/BDAPI, animateur Réso'Them/Agronomie - Ecophyto
Claire Durox ; DGER/BDAPI, animateur Réso'Them/Energie - Climat

Résumé

A partir des expériences vécues par des référents Enseigner à Produire Autrement, ce chapitre illustre différentes manières de mobiliser les exploitations agricoles et les ateliers technologiques (EA-AT) en mettant l'accent sur les rôles clés qu'ils ont joués. Il s'appuie sur les questionnements d'un atelier¹ organisé à Toulouse en octobre 2018 et sur des constats réalisés lors du bilan de mi-parcours du plan EPA1. Ce chapitre évoque les éléments déclencheurs, les difficultés rencontrées, les leviers et les conditions de réussite à la mobilisation des EA-AT par les référents. En contribuant à la réussite de projets agroécologiques co-construits avec les exploitations et ateliers technologiques et en participant au renforcement de leur intégration territoriale, les référents auront un rôle déterminant à jouer pour la suite du plan Enseigner à Produire Autrement.

1 Intitulé de l'atelier 2 « Quels rôles, démarches et dispositifs agro-écologiques expérimentés par les EA, AT (voire autres exploitations supports) à privilégier pour enseigner à produire, aménager, transformer et commercialiser autrement ? »

Mots clefs :

- référent,
- exploitation agricole,
- atelier technologique,
- transition agroécologique,
- démonstration-expérimentation

Introduction

Comme le précise la [note de service DGER/SDRICI/2014-478 du 20 juin 2014](#), les référents «Enseigner à Produire Autrement» (EPA) ont été chargés initialement d'accompagner les établissements à la mise en œuvre de leurs projets dans le cadre des Programmes Régionaux «Enseigner à Produire Autrement» (PREPA). De plus la mobilisation des exploitations agricoles (EA) et ateliers technologiques (AT), définie par une autre note de service de 2015 (note de service DGER/SDRICI/2015-138) mentionne que les DRAAF-SRFD¹ s'appuient particulièrement sur ces référents pour accompagner les directeurs d'exploitation agricole et d'atelier technologique (respectivement DEA-DAT) dans la construction des plans d'action.

Ce chapitre a pour objectif d'analyser, à travers quelques expériences de référents, les manières dont ces derniers se sont saisis d'opportunités pour mobiliser les EA-AT et ont développé des dynamiques autour du plan EPA favorables à leurs transitions. Il s'appuie sur les questionnements d'un atelier² organisé à Toulouse en octobre 2018 et sur des constats réalisés lors du bilan à mi-parcours du plan EPA1. Lors de cet

atelier, il est à noter que le groupe de référents présents était essentiellement constitué d'enseignants et d'une chargée de mission Animation et Développement des Territoire en DRAAF, sans la présence de DEA et DAT, ce qui a pu influencer les propos ; ceci dit, la plupart des référents qui avaient été nommés en 2014 dans les équipes de direction (adjoint ou DEA-DAT) ont souvent dû transférer la mission courant 2015-2016 à des enseignants-formateurs, en raison d'une surcharge de travail. Par cette mobilisation, les EA-AT ont donc bénéficié d'un appui singulier qu'il est intéressant d'analyser pour dresser les perspectives du plan EPA2.

Après avoir discuté du rôle des référents dans cette mobilisation, nous analyserons les éléments déclencheurs de projets, les freins et les difficultés rencontrées par les référents, les leviers d'action et les facteurs de réussite, pour ensuite conclure par des perspectives dans le cadre du second plan EPA.

1 Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt-Service Régional de la Formation et du développement

2 Intitulé de l'atelier 2 « Quels rôles, démarches et dispositifs agro-écologiques expérimentés par les EA, AT (voire autres exploitations supports) à privilégier pour enseigner à produire, aménager, transformer et commercialiser autrement ? »

1. Les rôles des référents «Enseigner à Produire Autrement» dans les actions impliquant les exploitations agricoles et ateliers technologiques

A partir de l'expérience des référents EPA, il ressort que ces derniers ont eu différents rôles dans les actions impliquant les EA-AT.

Premièrement, ils ont été plus particulièrement impliqués dans l'identification des besoins des EA-AT et le repérage des compétences disponibles des personnels, afin de créer du lien et venir en appui dans la recherche de moyens et de partenariats. Citons en exemple la mobilisation émanant des dispositifs d'appels à projet (AAP) tels que des appels à projets nationaux (programmes de recherche et développement : « Casdar Innovation et Partenariat » ou Casdar Transition Agroécologique spécifique à l'enseignement agricole) ou encore des AAP régionaux. À Perpignan, ils ont répondu à un AAP innovant de la région Occitanie (Encadré 1).

Deuxièmement, par leur appui à la réflexion dans les pratiques de production et de transformation, les référents ont permis aux EA/AT de mieux s'ouvrir à la diversification, à la consommation dans les self-services, etc. Ces réflexions ont permis de développer de nouvelles pratiques allant dans le sens de l'agro-écologie de la production à la consommation. Cela répond bien à une demande sociétale de développer «le Bio et le local» en restauration scolaire et individuelle, tout en faisant évoluer le rôle des EA-AT.

Troisièmement, les apports des référents ont également permis de confirmer le rôle d'expérimentation et de recherche des EA-AT. L'agro-écologie a fait l'objet de nouvelles démonstrations - expérimentations, indispensables pour généraliser de nouvelles pratiques agricoles (cas des exemples cités dans les encadrés et ceux de la plupart des EA/AT financés sur des projets) dans les domaines comme l'agroforesterie, les couverts végétaux et la conservation des sols, l'autonomie des systèmes, la réduction des phytosanitaires et des antibiotiques, la biodiversité du développement de l'agriculture biologique, la gestion différenciée et plus durable des espaces... Le plus souvent ces expérimentations sont vécues en collectif pour se rassurer et bénéficier d'échanges et d'expertises.

Quatrièmement, les référents ont contribué à la communication des projets mis en œuvre dans les EA-AT. L'enjeu de communiquer sur les événements et les projets s'est traduit par des actions diffusées via différents médias (newsletter, réseaux sociaux, conférences mélagri, articles, etc.). Les référents, ont par exemple, contribué à la rédaction régulière d'articles présentant des travaux techniques et pédagogiques menés dans les EA-AT. C'est le cas en Normandie, notamment au moyen d'une lettre d'informations (Encadré 2) soutenue par la DRAAF. Cela a donné lieu par exemple à «l'agro-écologie tour en région Grand-Est» dès 2016 en fédérant annuellement les initiatives régionales et en développant une animation régionale ludique et stimulante pour les apprenants (Encadré 3). Lors de ces animations, les EA-AT ont été particulièrement impliqués grâce à des référents pour leur conception des animations et l'organisation.

Cinquièmement, les référents ont contribué à mieux articuler ce qui se passe sur les EA-AT et dans les classes en « reconnectant » les DEA-DAT ou l'ensemble des salariés agricoles et les équipes pédagogiques comme en témoignent les exemples pré-cités et celui de la halle technologique de Nancy-Pixérécourt (Encadré 4). La disponibilité, l'ouverture et les qualités humaines ont été importantes pour réussir à accompagner la transition agroécologique. Ils ont été confrontés à des représentations très diversifiées de l'agro-écologie de la part des DEA-DAT et plus particulièrement des équipes de salariés agricoles. Cela a permis d'impulser des formations pour les salariés agricoles, comme en région Auvergne par exemple. Cette question des représentations interroge le manque de repères sur les conceptions existantes, pouvant générer des tensions dans l'animation des équipes.

Sixièmement, les référents ont aidé au décloisonnement entre les différents « acteurs » dans les établissements via l'impulsion de dynamiques collectives et grâce à des initiatives permettant de développer des liens entre enseignants, apprenants et supports des EA-AT (cf Chapitre 4). L'agro-écologie a permis de fédérer des thèmes transversaux, souvent interdisciplinaires réunissant de nombreux acteurs des établissements. Il s'agit là d'un rôle de facilitateur et d'animateur au sein des établissements et avec les territoires.

Septièmement, Le renforcement des liens des EA-AT (et plus globalement des établissements) avec les territoires (cf chapitre 4) représente l'une des avancées importante réalisée avec l'appui des référents. Les actions agroécologiques, tournées vers les territoires, ont permis de nouveaux liens avec les acteurs locaux, ce qui a favorisé la reconnaissance d'établissements comme ceux de Nancy ou de Lomme. Citons également dans le cadre de dynamiques régionales, l'« Agro-écologie-Tour » dans la région Grand-Est ou les actions de communication menées en Normandie.

Huitièmement, les référents ont contribué à faire évoluer les représentations des équipes des EA-AT, et plus largement dans l'établissement sur l'agro-écologie et la transition agroécologique. Dans l'atelier, un bref temps a été consacré à cette diversité des représentations. Les plus courantes qui sont ressorties sur le périmètre porté par la transition agroécologique sont liées à l'évolution même du concept d'agro-écologie (Figure 1).

Evolution du concept d'agroécologie

	Périmètre	Définition de l'agroécologie	Auteurs et dates
1	Ecologie et agronomie	Application des principes historiques de l'agroécologie à l'agriculture	Altieri, 1983 Altieri, 1995 : 5 principes
2	Agroécosystèmes durables	L'AE est l'application de l'écologie à l'étude, la conception et la gestion des agroécosystèmes durables	Gliessman, 1998
3	Sciences du vivant et sciences sociales	Agroécologie des systèmes alimentaires durables et définitions étendues au champ des systèmes alimentaires durables	Francis et al, 2003 Gliessman, 2006 Warner, 2007
4 a	Trois dimensions : sciences, pratiques, mouvement social	Concept fédérateur d'action de la transition entre les trois dimensions : scientifiques, mouvements sociaux et pratiques.	Wezel, Bellon et al , 2009; Stassart et al, 2012
4 b	Démarche appliquée aux systèmes alimentaires	Reconception des systèmes alimentaires, des semences à l'assiette pour aller vers une durabilité à long terme avec des réseaux alimentaires.	Gliessman, 2012, 2015 et 2016 : 5 principe. FAO : 10 éléments clés.

Figure 1

Elaboration Philippe Cousinié, 2019

Repères sur l'évolution du concept d'agro-écologie.

La notion d'agro-écologie, en construction, a connu une évolution forte sur le plan scientifique depuis les années 1990 et 2000, comme en témoignent les définitions du tableau suivant. Cela suppose donc une implication plus particulière des référents auprès des équipes des EA-AT quand cela est nécessaire.

La plus partagée correspond au système alimentaire durable qui va de la fourche à la fourchette ou de la production à la consommation. Une autre vision consiste à percevoir l'agro-écologie comme très globale et universelle tel un concept très fédérateur. Certains référents perçoivent l'agro-écologie comme un ensemble de savoirs réunis entre eux par des disciplines complémentaires. L'agro-écologie peut être également appréhendée par un état d'esprit différent qui intègre de nouveaux rapports Homme-Nature. C'est enfin, pour certains, une organisation spatiale allant du local au national qui nécessite des appuis. Donc quand un référent cherchait à mobiliser

l'exploitation ou l'atelier, certaines propositions pouvaient faire sens ou au contraire paraître hors sujet selon les conceptions des collègues, partenaires, élèves, voire même correspondre à des ajustements trop modestes du système non à la hauteur des enjeux, ou au contraire aller beaucoup trop loin... surtout si ces conceptions restaient implicites et non discutées en équipe.

Les référents ont eu parfois du mal à mobiliser les ateliers technologiques dans la transition agroécologique compte-tenu de freins existants pour intégrer la dimension de transformation des produits dans la dynamique «Enseigner à Produire Autrement». Cette contrainte s'explique en partie

par les **réticences des industries agro-alimentaires sur l'agro-écologie (notion qui leur parle moins que la responsabilité sociétale des entreprises, elle, plus fédératrice)**. Le « transformer autrement » a donc demandé aux référents plus de temps et d'investissement que le « produire autrement ». Cela s'explique en partie par l'histoire même du concept d'agro-écologie, d'abord perçu au niveau de la production puis progressivement intégré à la transformation et jusqu'au consommateur.

Intégrer et faire évoluer les représentations des acteurs dans la perspective du montage et du pilotage d'un projet collectif intégrant l'EA-AT, demande aux référents EPA d'adopter des **postures de psychologue, de sociologue et d'anthropologue**. Les différentes représentations du temps que développent les acteurs au sein du système est un premier nœud à démêler. En effet, en ce qui concerne ce critère, viennent se télescoper les multiples calendriers : scolaire (septembre à juin) des apprenants et des équipes éducatives, annuel (1er janvier au 31 décembre) de l'équipe administrative ou des financeurs du projet, cultural (très variable en fonction des types de productions) de l'équipe de la ferme... Le projet doit alors intégrer dans sa logique ces paramètres temporels. Moins global, peut-être évident, mais tout aussi incontournable est la **prise en compte des aspirations, des besoins, des envies de chacun des protagonistes potentiels du projet**. A ce propos, si l'hétérogénéité des expériences des apprenants peut devenir un levier dans le sens où elles illustrent et incarnent la diversité des situations de travail tout en préservant le processus de formation et l'émergence de « recette ». L'hétérogénéité enseignante peut par ailleurs générer divers obstacles. L'incontournable dimension humaine amène certain(e)s à laisser (ou pas) s'exprimer leurs affinités envers des collègues plutôt que d'autres (obstacle social). Les logiques disciplinaires induisent des choix de modalités, d'organisations, de déroulés qui ne sont pas toujours convergents (obstacle pédagogique et/ou didactique). Enfin, les objets de savoirs en jeu, s'ils ne se construisent que très rarement de façon autonome et isolée, ne sont pas toujours abordés de manière à favoriser un tissage, une forme de dialogue entre savoirs de nature et d'origine différentes (obstacle épistémologique). Pourtant, le plus communément, des savoirs « scientifiques » cohabitent avec des

savoirs issus de l'expérience pour composer une image de la tâche et permettre le développement de pratiques efficaces.

Enfin, la compréhension, l'adhésion et l'engagement des différents acteurs dans un projet ne se déclarent pas. Le dit projet doit résonner (et raisonner) avec les logiques de chacun pour parvenir à faire « sens ». Chacun doit pouvoir y trouver sa « juste » place et cela implique la construction d'un réseau de congruences. Ainsi, **concertation, conciliation et composition** sont les principales activités méta-fonctionnelles que le référent EPA met en œuvre de manière plus ou moins efficace, consciente et formalisée.

2. Éléments déclencheurs des projets agroécologiques impliquant les exploitations agricoles – Ateliers technologiques

Les éléments déclencheurs des projets agroécologiques associant les EA-AT dans les établissements d'enseignement sont multiples, complexes et complémentaires entre eux. Les référents ont joué un rôle catalyseur dans certains projets en fournissant un appui à plusieurs types de réponses.

Répondre à une demande politique ou sociétale est souvent le point de démarrage d'un projet (par exemple avec des projets tournés vers l'agriculture biologique, les circuits courts, l'alimentation « plus végétale », le bien-être animal...). La réponse apportée donne d'autant plus de sens qu'elle contribue à la refonte du projet d'établissement.

Répondre à un appel à projets en lien avec l'agro-écologie permet une mise en marche autour d'un projet associant les EA-AT (exemple : établissement de Perpignan-Rivesaltes avec le cas d'un AAP régional qui a permis de mobiliser un vrai collectif pour la réhabilitation de l'exploitation de Théza).

Répondre à des opportunités territoriales (ex : projets alimentaires territoriaux et systèmes alimentaires locaux durables) permet d'associer la dynamique des EA-AT aux autres composantes de l'établissement et du territoire. Dans le cas de l'EPL de Nancy, le contexte déclencheur a été la demande professionnelle pour développer la halle technologique pour la transformation de produits fermiers. L'adhésion des équipes et la vo-

lonté de la direction ont été également déterminantes pour réussir le projet. La présence d'une cheffe de projet, volontaire et motivée, a été aussi décisive (Encadré 4).

Répondre à des exigences pédagogiques, expérimentales et professionnelles issues de référentiels, surtout avec les rénovations, a permis de trouver de nouvelles synergies avec les EA-AT (cf. Chapitre 3).

La sensibilité et la volonté du directeur d'atelier ou d'exploitation peuvent aussi être des éléments déclencheurs. Pour certains référents, leur rôle s'est joué sur l'accompagnement la valorisation, et la mise en lien autour d'une ferme déjà engagée dans la dynamique de l'agro-écologie (cas d'exploitation de Nancy-Pixérécourt).

Enfin, **certaines formations et rencontres ont eu un effet « déclic »**. Par exemple, le développement de la permaculture en vergers maraîchers réalisée à Avignon a motivé l'établissement de Lomme à construire un projet similaire pour l'adapter à sa propre région (Encadré 5). Ce qui a même contribué à créer une dynamique nationale avec la création d'une douzaine de vergers maraîchers comme à Morlaix, Blois, Rivesaltes, Brive, Montauban, Lomme, Avignon, Aix-Valabre, Carpentras, Antibes, Ribecourt, Romans et plus récemment à Théza.

3. Les difficultés et freins rencontrés par les référents pour mobiliser les exploitations agricoles – ateliers technologiques

Au cours de l'atelier organisé en octobre 2018, les référents ont identifié quatre grands types de difficulté/freins à la mobilisation des EA-AT dans le cadre de leurs activités de référent.

Des difficultés liées à des aspects individuels. Ces difficultés peuvent être liées à i) **une communication lacunaire** (sur les projets dans les exploitations et ateliers, sur ce que les diverses classes font à la ferme ou dans l'atelier...) ; ii) des **valeurs et à des visions différentes de l'agro-écologie** (ex : divergence sur l'orientation en agriculture biologique, sur l'agroforesterie) ; iii) des **compétences insuffisantes** (techniques, pédagogiques, managériales ou d'animation, d'ingénierie de projet... ressenties de leur part ou à propos de collègues) ; iv) au **non-respect de consignes par des partenaires** dans les projets et v) à la **solitude du porteur de projet**. Le risque de solitude du porteur

de projet a été également identifié comme une difficulté courante et souvent répétitive. Pour en sortir, plusieurs voies ont été utilisées comme la création de petits collectifs (démarrer à 2-3 personnes sans attendre d'avoir toute l'équipe avec soi), l'appui sur des instances existantes (conseil d'exploitation, conseil d'éducation et de formation, comité de pilotage spécifique au projet...), le travail en réseau (en profitant des divers réseaux du dispositif national d'appui : chargés de mission ADT en région, autres référents EPA, Réso'them, DEA-DAT, tiers temps, Éducation pour un Développement Durable...) et en sollicitant des intervenants extérieurs si besoin (par exemple des établissements nationaux d'appui, pour de la prise de recul, de la réflexivité sur les pratiques, de l'expertise sur site...).

Des difficultés liées à la dynamique de groupe. Ces difficultés se traduisent par les **pertes de partenaires, la démotivation** d'acteurs, des **mécontentes**, le **manque d'appropriation des projets** (avant, pendant ou après), une **adhésion insuffisante** des formateurs et des enseignants **aux pédagogies de projets** (manque de pratique et de repères sur l'intérêt de partir de situations «à potentiel problématique»...) et un **intérêt variable des apprenants** pour les nouvelles pratiques ou projets de l'exploitation ou atelier technologique.

Les difficultés liées à des aspects institutionnels. Ces difficultés résultent d'un **manque de soutien ou de cadrage de certaines directions** (cf Chapitre 1), d'un **manque de temps** (décharge horaire limitée ; délais serrés pour répondre à des appels à projets nationaux ne facilitant pas la construction collective en amont (ex : Encadré 5). L'institution peut parfois mettre en doute **certain projets ou pratiques qui ne sont pas encore rentables sur le plan économique** aux conditions actuelles de marché. D'autres difficultés peuvent émaner autant d'un **manque de travail en réseau**, que d'un **matériel vieillissant** (à l'exploitation, dans les ateliers, à la restauration, pour l'entretien des espaces...) que de l'**absence de plateaux techniques, de filière amont** (ex : établissement sans exploitation ou absence de légumerie) ou de **financements aléatoires** voire d'une fin de financements. Elles peuvent aussi résulter de **référentiels** n'intégrant pas tous encore certaines thématiques ou ne facilitant pas assez l'interdisciplinarité et parfois des **aspects de normes réglementaires** (par exemple pour les projets sur la santé animale

et bien-être animal pour lesquelles la réglementation, les pratiques alternatives sur le terrain et les pratiques dominantes peuvent rentrer en tension).

Les difficultés d'ordre sociétal ou territorial. Ces difficultés sont notamment issues des **paradoxes ou des incohérences des consommateurs** (manger mieux mais payer moins !), des **difficultés d'approvisionnement plus responsable et local**, des **aléas météorologiques** (démonstrations manquées ou reportées, difficultés économiques pouvant défavoriser une certaine prise de risque...) et des **concurrences locales** (par exemple en cas de magasin fermier collectif, et ne pas l'ouvrir trop près d'un autre magasin porté, lui, par des agriculteurs, et idem en cas de diversification pour ne pas concurrencer un producteur local déjà implanté).

4. Les leviers d'action et les facteurs de réussite pour mobiliser les exploitations et ateliers technologiques par les référents EPA

Pour mobiliser les EA-AT, les référents ont pu prendre appui sur de nombreux leviers. Nous en avons identifié cinq types, que nous explicitons ci-dessous.

4.1. Levier 1. Le levier formation.

Des formations régionales. Les référents ont pu participer à des formations régionales aux côtés des DEA-DAT sur des thématiques intéressant les deux parties. Ce type de formation contribue à partager les représentations qu'ont les uns et les autres de l'agro-écologie et de leur enseignement et d'aider ainsi à engager les discussions et collaborations entre les référents et les DEA-DAT. A titre d'exemple, nous pouvons citer la formation sur la **méthode POPE** sur le potentiel pédagogique des exploitations dans les Hauts de France. **Les référents ont aussi co-organisé des formations régionales**, avec parfois une **double entrée technique et pédagogique**. A titre d'exemple, il y a une formation aux outils d'aide à la décision sur la gestion des adventices en grandes cultures ou du carbone dans le sol - **ODERA-Système** et **SIMEOS-AMG** servant à réfléchir sur les modes de gestion sur l'EA de l'établissement et servant à concevoir de nouveaux scénarios pédagogiques).

Certaines formations co-organisées par les référents EPA ont visé un **public spécifique** :

- des **salariés** des EA-AT par exemple en régions Auvergne et **Centre Val de Loire** - induisant une réflexion sur la posture pédagogique des salariés, l'analyse de leur activité au regard des nouveaux référentiels et l'encadrement qu'ils font de jeunes en stage ;
- des **équipes de fermes horticoles ou de l'aménagement paysager** sur la labellisation **Plante Bleue** - une certification environnementale permettant de structurer des progrès dans la transition agroécologique et de les faire reconnaître - dans l'ancienne région Rhône-Alpes.
- des **équipes enseignantes**. Ainsi dans ces formations, les référents contribuaient à outiller leurs collègues enseignants de **pratiques pédagogiques renouvelées et plus constructivistes**, en formation sur site, cela permet aussi de mieux retravailler ensemble et avec l'exploitation (exemple d'une **formation sur Enseigner et apprendre à produire autrement dans une perspective de transition** en Martinique). Il a pu également s'agir de travailler à l'**appropriation de rénovations et l'approche capacitaire** (ex : BTS ACSE, Bac pro CGEA en Nouvelle Aquitaine ou Normandie) incluant le volet « rechercher de situations professionnelles significatives ou vécues » à faire vivre davantage sur les exploitations et ateliers, tout en renforçant leur potentiel d'apprentissage.

Enfin, des **démarches d'accompagnement stratégique** comme **PerfEA** (PERFormances globale des Exploitations Agricoles, outil qui favorise la conception d'un plan d'action stratégique sur une exploitation), souvent impulsées par les DRAAF / SRFD, et où les référents ont pu jouer des rôles de facilitateurs, contributeurs... (exemple : en Normandie, en Auvergne Rhône-Alpes)

Des formations nationales. De la même manière les référents ont pu participer à des formations nationales du catalogue de formation continue, formations qui leur étaient spécifiquement dédiées ou qui concernaient des publics mixtes, eux compris, au côté des DEA-DAT et/ou d'enseignants. Cela a d'abord contribué à leur professionnalisation sur des thématiques relatives au produire autrement et « Enseigner à Produire Autrement », pour ensuite les doter d'outils (techniques, pédagogiques, ingénieriques...) et de

compétences servant leur utilisation dans les EA-AT... A titre d'exemples : formation sur la gestion et le financement de projets ; formation à des outils tels qu'[Ecobordure](#) sur la gestion des bords de champs avec une réflexion sur la biodiversité et l'agriculture favorisant ainsi un dialogue inter-filières - nature et production ; formation sur le thème « [transformer autrement](#) » et la responsabilité sociétale des entreprises dans les ateliers agroalimentaires ...).

4.2. Levier 2. L'organisation régionale et locale des référents et autour des référents.

Un second type de levier identifié pour aider les référents EPA à mobiliser les EA-AT des établissements relève de l'organisation régionale et locale de leur activité. Pour plus de détails sur ce point cf Chapitre 1.

Ainsi, il ressort que l'organisation des **groupes de travail thématiques sur des domaines techniques à l'échelle régionale** et co-animés par des référents comme par exemple le groupe «gestion différenciée zéro phyto» en Auvergne Rhône-Alpes, permet l'échange sur de pratiques agronomiques entre DEA, enseignants, référents... mais aussi de leur représentation de l'agro-écologie et de la transition agroécologique sous-jacente, échanges qui impulsent alors les collaborations entre les différents acteurs.

Il apparaît également que la **présence d'un coordinateur, ou d'un leader** venant en appui aux référents EPA (via un tiers temps ou un chef de projet comme à Brives ou Lomme sur les projets de vergers maraîchers - Encadré 5 -...) est un réel atout pour aider le déploiement de leur mission (cf Chapitre 4). Ce coordinateur/ce leader dont le temps est dédié à coordonner les actions des différents acteurs d'établissements et du territoire autour de l'EPA permet de trouver des connexions fortes entre les référentiels et les projets proposés pour plus facilement intéresser les enseignants formateurs à travailler avec l'EA-AT. Dans la même lignée, une **animation dynamique et forte du SRFD**, facilite le déploiement de l'activité des référents EPA pour **faire se croiser les réseaux : celui des référents et celui des DEA-DAT**, voire le réseau des tiers-temps, le réseau des écoresponsables / éducation au développement durable (utile pour **décloisonner** les centres en établissement, faire synergie entre projets...) et

les réseaux de recherche et développement locaux (par exemple en Normandie, Hauts de France...), facilite le déploiement de l'activité des référents EPA. Plus largement, les **compétences en méthodologie de projet, en animation, en communication, en ingénierie financière** (apprendre à bien valoriser les bilans des précédents projets, écrire des bilans de qualité pour donner envie à de nouveaux financeurs d'accompagner à nouveau, ne pas hésiter à travailler en réseau et interroger les expériences d'autres équipes...), sont autant de facteurs qui ont aidé les référents dans leurs missions de mobilisation des EA-AT (cf. chapitre 4). C'est important pour leurs missions, afin d'anticiper le turn-over des équipes, de donner du sens régulièrement, d'informer en interne et à l'externe tout au long du projet sur la ferme ou l'atelier. La pérennisation des ressources financières et du temps de travail est une clé comme dans le cas de la logique de recrutement des chargés de mission et des services civiques à Pixérécourt. Par ailleurs, en assurant une **communication efficace vers la communauté éducative, les partenaires et les co-financeurs**, via des lettres d'infos (régionales, voire contribuer à la [lettre nationale](#)), des sites internet qui valorisent notamment les projets dans les EA-AT ou encore la mission d'expérimentation - démonstration, et entretiennent la motivation et la circulation d'idées (Encadré 2 sur la lettre d'info de Normandie), les référents contribuent à fédérer les acteurs particulièrement les DEA-DAT. Cela signifie que les référents EPA sont des **interlocuteurs privilégiés reconnus** que d'autres peuvent mobiliser pour communiquer sur ce qui se passe dans les EA-AT des établissements.

Le dernier facteur facilitateur de l'activité des référents relevant de leur organisation et du pilotage régional et local de leurs activités concerne le soutien donné par l'équipe de direction (cf. chapitre 1). La **présence d'équipes de direction impliquées, avec une bonne gouvernance** (citons le **rôle clé des adjoints** pour dégager des plages de pluridisciplinarité suffisantes dans les emplois du temps permettant des études de cas suffisantes sur l'EA-AT et son territoire ; prenons l'exemple de l'établissement de Nancy où la **participation de l'équipe de restauration, et l'infirmière** ont permis de conduire des projets sur l'alimentation et les circuits courts). Cela peut passer aussi par un **organigramme dans un projet** pour bien cla-

rifier qui est en responsabilité de quoi, par l'appui des instances de l'EPL pour bien communiquer (conseil d'exploitation ou d'atelier, conseil d'éducation et de la formation, comité de pilotage spécifique au projet comme dans tous les casdar transition agroécologique...).

4.3. Levier 3. Des événements/animations fédérateurs

Un troisième type de levier d'actions des référents EPA pour mobiliser les EA-AT relève de l'organisation d'animations d'événements fédérateurs de différents publics. Ainsi des voyages d'études impulsés par la DRAAF / SRFD pour des DEA-DAT, des référents, parfois des salariés voire d'autres enseignants, ont permis de favoriser une culture commune autour de l'agro-écologie, de la transition agroécologique et leurs enseignements, mais aussi une cohésion, une interconnaissance (ex : Normandie) entre deux réseaux régionaux (DEA-DAT d'une part et référents EPA d'autre part) qui ne se croisaient pas toujours. Dans le même sens, des événements structurants, réguliers et fédérateurs comme «l'agro-écologie-tour» annuel en région Grand Est (Encadré 3) ou à l'échelle locale d'un établissement comme les rencontres de l'agro-écologie à Nancy-Pixérécourt tous les 1,5 à 2 mois (repas, partage et valorisation de pratiques pédagogiques, y compris avec l'EA-AT) ont pu être identifiés comme facteurs de réussite pour mobiliser et valoriser les EA-AT.

4.4. Levier 4. Des projets collectifs autour de la transition agroécologique

Les projets collectifs autour de la transition agroécologique et de son enseignement constituent un type de levier d'importance pour aider les référents à mobiliser les EA-AT. Ainsi des réponses collectives à des appels à projet ont constitué de réelles opportunités en ce sens. A titre d'exemple on peut citer le casdar transition agroécologique sur l'autonomie alimentaire des troupeaux associant cinq établissements d'Auvergne et stimulant des échanges et les analyses croisées très riches entre classes (à Moulins, Saint Flour, Rochefort Montagne, Yssingeaux, Durdat-Larequille). Un point de vigilance dans les réponses à ces appels à projets casdar transition agroécologique est de penser la place des jeunes dès le début, et ne pas se limiter à la dimension « produire autrement ». Ceci d'autant plus qu'il est ressorti que la créativité et, l'adhésion forte des apprenants sur certains projets, pouvaient réel-

lement faciliter voire impulser un travail des enseignants et des DEA-DAT (ce peut être aussi le résultat d'un projet réussi). De manière évidente, des facteurs plus techniques comme par exemple la certification en AB de la halle technologique de Nancy constitue de belles opportunités pour la mobilisation des EA-AT et leur mise en réseaux avec les agriculteurs locaux, producteurs de légumineuses ou de légumes en agriculture biologique (cf. Chapitre 4). Des commandes explicites des DEA-DAT, ou du territoire qui peuvent être identifiées en amont par le référent (pour répondre à un problème lié à la transition agroécologique) sont, de fait, facilitants. Enfin, des actions plus ponctuelles et collectives comme, par exemple, des enquêtes sur la perception de l'agro-écologie par leurs collègues, révélatrices de chemins parcourus, de leviers et de blocages, y compris au niveau des EA et AT à travailler dans leur dynamique régionale (ex : Normandie) permettent d'identifier collectivement des points de blocages et d'imaginer des voies pour les dépasser.

4.5. Levier 5. Des démarches d'accompagnement des référents par le dispositif national d'appui

Le dernier levier identifié comme supportant l'activité des référents et particulièrement leur capacité à mobiliser les EA-AT relève des démarches/actions d'accompagnement mises en place dans le cadre du DNA. Différents types d'actions, dans ce cadre, constituent des appuis. D'abord les formations nationales dédiées aux référents EPA pour les sensibiliser à cette nécessité et les outiller afin de mobiliser les EA-AT (cf Chapitre 1). Ensuite des formations nationales dans le cadre du plan national de formation ouvertes à des publics mixtes notamment DEA-DAT et référents (cf 4.1.). Enfin, le DNA peut accompagner, intervenir comme expert, animer, mettre en relation, valoriser (fiches pollen, articles, vidéos...), voire professionnaliser un référent (comme avec Brigitte Ringeval à Cibeins qui assure depuis septembre 2018 un appui pédagogique à divers établissements d'Auvergne Rhône-Alpes, grâce au compagnonnage de la Bergerie Nationale, ce qui permet à des équipes de revisiter, par exemple, des situations pédagogiques dans les exploitations afin qu'elles soient plus riches d'apprentissages).

Conclusions et perspectives dans la mobilisation des exploitations agricoles et ateliers technologiques pour le plan EPA2

Les référents EPA ont participé à la mobilisation des EA-AT tout au long du plan EPA 1. Leur implication dans des projets agroécologiques a permis de mieux mobiliser les EA-AT par des moyens tels les projets financés CASDAR-transition agroécologique, les appels à projets régionaux ou les actions événementielles régionales. Ils ont permis de faciliter la concertation et le décroisement au sein des établissements. La mobilisation des ateliers technologiques a été plus longue et plus difficile à mettre en œuvre mais le «transformer autrement» s'est peu à peu imposé, en élargissant le périmètre de l'agro-écologie aux systèmes alimentaires durables et en faisant des ponts avec les démarches de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Le développement des dynamiques d'établissement a permis de mieux intégrer la dimension territoriale en développant des liens entre les EA-AT et les acteurs locaux. Cette réussite doit beaucoup à l'émergence de nouvelles formes de gouvernances où les référents ont été parties prenantes pour aider à resserrer les liens au sein des établissements et notamment entre les équipes de direction, les DEA-DAT et les équipes pédagogiques. Ils ont su aussi mobiliser pour certains tout un «écosystème» de la recherche et développement, de réseaux professionnels locaux et du dispositif national d'appui. C'est une nouvelle manière de travailler ensemble qui a progressé, comme l'ont montré les exemples de Nancy-Pixérécourt, Perpignan-Rivesaltes, Lomme. L'apport des référents sur le plan humain a pu être décisif à la fois pour intégrer les apprenants dans les dispositifs mais surtout pour motiver et organiser des rencontres utiles pour la dynamique collective. Ils ont été force de propositions et faiseurs de liens pour mobiliser les EA-AT.

Dans la perspective du second plan EPA, deux orientations apparaissent comme décisives aux référents EPA pour mieux les mobiliser encore. La première consiste à favoriser la **co-construction de projets agroécologiques incluant les EA-AT au travers d'un collectif le plus élargi possible** (y compris des partenaires moins habituels sur le paysage, l'alimentation, la santé, l'environ-

nement, l'énergie...), en intégrant particulièrement les apprenants, dès l'amont du projet, sur des thèmes et des questionnements structurants et stimulants et en faisant appel aux équipes pédagogiques dans l'apprentissage et l'enseignement de la transition agroécologique. Les référents sont bien placés pour faciliter l'émergence de dynamiques collectives notamment dans les établissements les moins impliqués dans le premier volet du plan EPA. De plus, il a été mis en évidence dans le plan EPA1 que le projet technique mené avec les exploitations et ateliers «ne fait pas le projet pédagogique» : dans toute mobilisation des EA-AT sur un projet dans une finalité d'enseigner les transitions, il est important de se questionner sur les représentations initiales des jeunes, sur les savoirs en jeu dans le projet, sur les grilles de lecture avec des notions clés qui seront construites et laissées aux jeunes pour juger et agir dans des projets similaires, sur la façon de motiver les apprenants et de les «mettre en enquête», sur le type de commande passée aux classes par le DEA-DAT pour qu'elles traitent d'une question professionnelle ou territoriale qui ait du sens... **Les référents seront davantage dans l'accompagnement de cette interface de la double transition agroécologique et éducative.** La seconde orientation, complémentaire à la précédente, serait de **contribuer à l'articulation de chaque établissement avec son territoire en s'appuyant sur le collectif constitué, et en développant des liens avec les acteurs locaux** y compris ceux qui contribuent à reconnecter la production agricole, l'environnement et la consommation de produits issus de l'agriculture (cf chapitre 4). C'est par exemple, le développement de systèmes alimentaires locaux et durables qui intègrent bien les EA-AT et s'articulent avec les apprenants et la pédagogie, sur de nombreux thèmes potentiels comme l'expérimentation de pratiques agroécologiques, la consommation locale, le gaspillage alimentaire, la transformation de productions locales, la mise en marché et le développement des circuits courts. C'est aussi l'intégration dans les projets des EA-AT des enjeux des trames verte et bleues, des plans climats air énergie territoriaux, des questions de santé globale, et de bioéconomie... Les défis majeurs que sont par exemple l'effondrement de la biodiversité et l'urgence climatique appellent à **revisiter les transitions en cours avec de nouvelles lunettes et à oser des**

reconceptions de systèmes bien plus fortes, à imaginer plus de synergies territoriales et des restaurations d'écosystèmes et de paysages pour aller vers des EA-AT et des territoires plus résilients, bas carbone et qui répondent mieux aux nouvelles demandes sociales.

Les capacités d'initiative et créatives déjà démontrées par les référents devraient permettre d'engager une transition agroécologique plus dynamique sur les territoires.

Références bibliographiques

Clot, Y., 2010. Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux, Paris, La Découverte.

Note de service référents régionaux : DGER/SDRI-CI/2014-478, https://epa.cdrflorac.fr/?PlanEPA/download&file=NSroles_referent_EPA__juin_2014.pdf.

Note de service mobilisation des EA-AT : DGER/SDRI-CI/2015-138, https://epa.cdrflorac.fr/?PlanEPA/download&file=note_de_service_EPA_2015.pdf

Témoignages lors des précédentes formations des référents agro-écologie, revoir des supports de barcamps et conférences des années 2015 à 2018, <https://reseaux.cdrflorac.fr/EPA/wakka.php?wiki=PagePrincipale>

Actes des rencontres nationales et régionales des DEA-DAT pointent des leviers, témoignent d'expériences, et la rubrique sur la transition agroécologique a des articles sur de belles mobilisations dans les EA-AT, <https://www.adt.educagri.fr/exploitations-et-ateliers-technologiques/>

Présentation de l'inspection de l'enseignement agricole, avec accès à certains rapports thématiques ou annuels concernant les EA-AT, <https://chlorofil.fr/systeme-educatif-agricole/structuration/acteurs/iea>

Présentation du plan EPA, des pratiques et ressources pour agir, des repères sur les dynamiques régionales, <https://chlorofil.fr/eapa>

Boîte à outils des tiers temps avec des ressources utiles pour les référents, <https://www.adt.educagri.fr/dispositifs0/boite-a-outils-des-porteurs-de-projets/>

Encadré 1. Répondre à un appel à projet régional en équipe : un levier pour l'action... Exemple de l'établissement de Perpignan Roussillon

Au printemps 2018 les membres des équipes pédagogiques de l'EPL de Perpignan Roussillon ont répondu à l'appel à «projets innovants» de la région Occitanie en présentant un dossier intitulé «Mieux impliquer les apprenants dans leurs apprentissages : mise en place d'espaces co-gérés en transition agroécologique».

Le projet concerne à l'origine quatre filières de formation dont les référentiels sont impliqués dans la démarche de transition agroécologique : CAPA et Bac pro «productions horticoles», bac techno STAV et BTS «Productions horticoles».

Pour aborder la complexité liée aux caractères particuliers des savoirs agroécologiques il a été nécessaire d'engager une démarche de re-conception des pratiques pédagogiques et didactiques.

A la faveur d'une formation sur site, bon nombre des membres de cette équipe ont valorisé cet espace et ce temps de réflexion afin de poser les bases d'un projet visant à articuler plus finement exploitation et pédagogie.

En particulier, ce projet avait pour ambition d'explorer les dimensions des processus d'enseignement / apprentissage suivants :

- la gestion qualitative et quantitative des motivations des apprenants ;
- une meilleure prise en compte et valorisation de l'hétérogénéité des parcours, origines, compétences des étudiants ;
- une coordination repensée entre les équipes encadrant le bac pro et le BTS afin de tisser des liens plus évidents favorisant la poursuite d'étude des bacheliers en BTS ;
- développer une expérimentation concernant les rythmes de travail en adaptant les durées des séquences aux capacités de concentration des élèves ;
- proposer aux apprenants davantage d'opportunités de mise en pratique des notions, concepts et savoirs-faire.

Objectifs :

Le financement obtenu de la part de la région et la motivation des membres des équipes pédagogiques des deux sites de l'EPL de Perpignan Roussillon ont été mis au service des objectifs suivants :

- la création d'une «exploitation virtuelle» à Théza afin que les étudiants du BTSA «Productions horticoles» vivent le fonctionnement d'une exploitation professionnelle vraisemblable (dans l'optique de réhabiliter l'exploitation de Théza et de l'affectation d'un DEA) ;
- la mise en place d'espaces co-gérés inter-filières de façon à en faire des supports de concertation dans une perspective agroécologique ;
- le développement d'activités de conceptions d'outils innovants, adaptés aux contextes.

Les référents EPA locaux ont travaillé avec le coordonnateur de filière pour communiquer, mobiliser les équipes, construire les stratégies pédagogiques... Pour favoriser une évolution des pratiques dans une perspective agroécologique. Opportunément ce projet a fait l'objet d'une demande de soutien financier auprès des instances académiques régionales. Les référents ont fortement contribué au montage du dossier en endossant des rôles dépassant largement les dispositions prévues dans leurs fiches de postes. Ils ont alors mobilisé et fait converger les énergies de l'ensemble de l'équipe autour de cet objectif partagé. La perspective du financement régional représentait une fin (permettre au projet de voir le jour). Elle est devenue également un moyen (co-construire en équipe une stratégie éducative et pédagogique) en mettant les exploitations des deux sites au centre du dispositif.

Encadré 2. Valoriser les actions des exploitations et ateliers technologiques par une lettre d'info : exemple de la Normandie

Les référents «Enseigner à Produire Autrement» ont contribué à produire une lettre d'information portée par la DRAAF/SRFD Normandie de 2015 à 2017, pour la communauté éducative et ses partenaires institutionnels et professionnels. C'était dans un objectif de valorisation des projets innovants, techniques et pédagogiques, de l'enseignement agricole, dont des actions sur les exploitations et ateliers technologiques. Initié en Haute-Normandie, cela s'est poursuivi en Région élargie. L'impulsion donnée par la DRAAF a été clé, et les relances toujours nécessaires pour faire remonter les articles. Il y a la particularité que le chargé de mission ADT-DEI, qui suit le réseau des exploitations et ateliers, est lui-même aussi référent EPA. C'était l'occasion par exemple de présenter des essais systèmes en comparaison mis en place à Yvetôt (agriculture intégrée, agriculture biologique, agriculture de conserva-

tion), des suivis de parcelles en agroforesterie en lien avec l'enseignement supérieur à la ferme du Neubourg... Les référents insistaient dans leurs articles sur la diversité des partenariats, sur certains résultats pouvant intéresser les agriculteurs, sur des modalités pédagogiques pouvant inspirer d'autres formateurs. Les points forts sont d'avoir un «livrable» régulier, bien identifié, qui contribue à faire vivre le réseau des référents et des exploitations et ateliers technologiques. La difficulté est l'essoufflement, le temps de mise en page pris en charge par le SRFD. Cela a ainsi évolué d'un document en pdf de 6-8 pages à un site où chaque page pouvait être ajoutée plus facilement au fil de l'eau. D'autres modalités de diffusion ont été explorées via les réseaux sociaux par exemple (compte facebook <https://www.facebook.com/eapanormandie/>).

Encadré 3. L'agro-écologie-tour en région Grand-Est de 2016 à 2019

Le réseau régional Grand-Est de l'enseignement agricole a créé un salon régional des exploitations agricoles en 2016 à Metz-Courcelles-Chaussy afin de renforcer leur rôle de démonstration. En 2017, l'événement s'est tenu à Poussay dans les Vosges en s'intégrant au «Salon de l'herbe» avec des jeux ludiques autour de l'agro-écologie, de la valorisation de l'herbe et de la biodiversité. Le thème retenu en 2018 était la réduction des produits phytosanitaires (en lien avec Ecophyto) qui a eu lieu sur la ferme expérimentale de l'EN-SAIA à la Bouzule. Basé sur des jeux-concours et des liens avec l'enseignement supérieur, cet événement avait réuni 600 participants en 2018. En 2019, la thématique était les systèmes alimentaires durables et les territoires. La finale s'est déroulée à Obernai en Alsace avec plus de 700 participants. Elle a donné lieu à des concours et à des conférences comme celle de Marc Dufumier. Basé sur un challenge inter-établissements, cet événement a permis de valoriser les liens avec les partenaires des territoires sur une thématique annuelle. Il permet chaque année de valoriser les actions de l'enseignement agricole (techniques dans les EA-AT et pédagogiques) et de mobiliser les apprenants et les enseignants

sur des thématiques choisies. Des journées techniques sont organisées dans les établissements (13 en 2018) et de nombreuses vidéos sont filmées par les étudiants autour de la thématique choisie pour concourir en communication. L'intérêt de ces rencontres est de créer régulièrement des échanges, des partages, des liens et une émulation collective afin de motiver l'ensemble des acteurs agricoles autour de l'actualité agroécologique. Les référents EPA contribuent à la réussite des rencontres : en facilitant la mobilisation des tous les acteurs des établissements, en proposant des idées de jeux et animations, en participant à l'organisation des programmes des journées locales et de la journée régionale ainsi qu'à la concertation avec la DRAAF-SRFD et à la valorisation de l'événement...

En savoir plus :

- Articles sur les éditions 2016 à 2019 sur le site de la [mission Animation et Développement du Territoire de l'enseignement agricole](#), avec une vidéo (6 min) sur l'édition 2016
- [Présentation du Barcamp réalisé à Toulouse en 2018](#)
- [Liens 2019 sur l'alimentation durable](#)

Encadré 4. La halle technologique de Pixérécourt au service de son territoire et de l'agro-écologie

La demande d'agriculteurs lorrains pour transformer leurs productions auprès de la halle technologique de Nancy-Pixérécourt est à l'origine d'une dynamique qui a permis au lycée agricole de s'intégrer au projet alimentaire territorial (PAT) du Sud-54. Pour Claudine Elbisser, responsable de la halle «on est au début de l'histoire».

Le dispositif pour répondre à la demande de transformation alimentaire du territoire s'est formé dès 2014 avec le tiers-temps animé par Claudine pour quatre ans, son implication comme référente EPA et le lancement du projet CASDAR destiné à transformer des légumineuses locales pour la restauration collective et le grand public. L'embauche au CFPPA d'Amélie Lorang comme formatrice en transformation alimentaire a permis de former des producteurs à la transformation et l'arrivée d'une cheffe de projet (grâce à une bourse innovation-formation du Conseil Régional), Élise Bourcier, a conforté le projet «1,2,3...léguminez!». La halle technologique a été certifiée en transformation AB dès 2014 ce qui a permis de transformer des légumes de maraîchers bios et de la ferme (lait, orge et mirabelles). La demande pour transformer les légumineuses est passée de 7 à 27 producteurs en 2019. La halle est un lieu de formation non seulement pour les BTSA STA et licences pros mais également pour les autres filières pédagogiques (STAV, PA, GPN et GMNF) qui collaborent à la transformation des pommes pour la mairie de Malzéville ou des mirabelles de la ferme. Le partenariat avec des agriculteurs du territoire proche a permis de mieux professionnaliser les pratiques de formation.

La réussite de Pixérécourt est liée à plusieurs facteurs :

- La demande des professionnels pour transformer leur production.
- La mobilisation de ressources humaines et matérielles de l'établissement de formation à partir de la recherche de compétences par l'ingénierie de projet et d'une prise de risques.
- La détermination de l'équipe de direction qui a notamment appuyé les différentes embauches.
- Le travail des équipes avec une collaboration active du CFPPA, de l'équipe de cuisine, du

directeur de l'exploitation agricole et des enseignants.

A la suite du CASDAR 2015-2017, l'activité de la halle a été appuyée par l'embauche de volontaires en service civique par contrats de six mois. Pour Claudine «on ne peut plus s'arrêter même s'il faut donner du temps de travail» car l'établissement a développé sa mission d'animation de territoire et d'expérimentation. Cette dynamique l'a amené à s'insérer dans le projet alimentaire territorial Sud-54 en proposant des formations et un service de transformation pour les producteurs. La demande des agriculteurs se poursuit avec la perspective d'investir dans la halle pour transformer des produits animaux. La mutualisation des efforts avec les établissements de Chaumont, de Bar Le Duc (atelier technologique) et de Mirecourt permettra de co-concevoir un service de restauration collective en alimentation durable et locale. La halle développera la transformation de légumineuses de la ferme de Pixérécourt (farine de pois). Au final, l'enseignement agricole de Pixérécourt a réussi sa professionnalisation tout en s'inscrivant dans un projet de transition agroécologique.

Donc il est un peu difficile de bien distinguer le rôle spécifique de référente, du rôle dans la mission tiers temps déjà transversal porté préalablement par Claudine ; la double casquette donnait en tout cas de la cohérence et une vision globale. Et pour mobiliser l'atelier de transformation - en lien avec l'exploitation -, c'est passé pour elle par des activités d'animation et coordination entre les acteurs internes / externes, des échanges avec la direction pour les recrutements, de la rédaction de projet et demandes de financements, de l'appui au développement des formations courtes proposées par le CFA-CFP-PA et la halle...

En savoir plus :

- [Article de 2016](#) sur la mission du tiers temps à Nancy (création d'un atelier agroalimentaire multisite).
- [Article 2016 publié sur le site ADT sur le projet Casdar TAE](#) sur les légumineuses.

Encadré 5. Répondre à un appel à projet pour expérimenter un verger maraîcher avec peu d'intrants et viable économiquement. Exemple de l'EPL des Flandres

Plusieurs référents EPA ont contribué à saisir l'opportunité des trois appels à projet Casdar TAE de la DGER de 2014, 2015 et 2016. Ainsi, Frédrick Lévêque (référent EPA et formateur en biologie-écologie et agronomie), basé à Lomme (ferme horticole en AB), a été marqué lors d'une formation des référents (organisée par le dispositif national d'appui début 2015), par l'expérience de l'établissement d'Avignon en verger maraîcher (un des premiers dans l'enseignement agricole implanté en 2011). Frédrick avait l'expérience d'avoir participé à un projet sur la biodiversité de l'enseignement agricole ([BiodivEA](#)) lui ayant apporté des repères sur la biodiversité en agriculture et l'intérêt des arbres / haies dans les systèmes de production.

Il a proposé à sa direction de répondre à l'appel à projet Casdar TAE de la DGER du printemps 2015 pour tester et adapter les principes d'un verger maraîcher à bas intrants dans les hauts de France et en étudier la viabilité économique. Il s'est entouré de quelques collègues formateurs (pour voir comment mettre en place ce système et l'évaluer) et d'experts locaux (sur l'agroforesterie et la génétique des arbres de vergers, sur la biodiversité du sol, sur le maraîchage) ou pouvant assurer des animations sur ces thématiques en jeu pour la conception et développement de tels systèmes agricoles. Il s'est enfin appuyé sur des références méthodologiques issues d'un autre programme de recherche et développement, le [projet « SMART »](#) qui était en cours (« Associer des légumes et arbres fruitiers en agroforesterie » - Casdar innovation et partenariat 2014-2017).

La réponse à l'AAP s'est faite dans des délais très serrés mobilisant le référent et le directeur d'EPL, sur un site qui n'avait pas de DEA à l'époque, et où les concertations internes et externes auraient mérité plus de temps. Cela a pu occasionner, une fois le projet lauréat et démarré, quelques besoins de clarifications ultérieures des partenaires sur leur rôle (vraie co-construction de la démarche attendue du référent EPA versus partenaires ressentant le besoin d'un guide plus fort de l'établissement par exemple).

Une parcelle désaffectée de 2000 m² accueille désormais des pommiers rustiques, des fruits rouges et des essais de cultures maraîchères en agriculture bio.

Frédrick souligne que ce projet a permis la participation au projet de classes du CFA, LEGTA, CFPPA pour contribuer aux plantations et à des suivis / production de références (biodiversité - suivi d'insectes auxiliaires -, pédologiques et techniques - par exemple sur les modes de paillage, la gestion de la flore adventice). Le projet a donné plus d'opportunités de mettre les jeunes au contact des professionnels. Il a contribué, aussi via la prise de risques techniques et financiers à la mission d'animation et développement du territoire.

Les BTS en production horticole ont été particulièrement impliqués dans la conception et le suivi, avec des pratiques pédagogiques renouvelées suite à une formation EPA / accompagnement du référent. La prise de recul et des capitalisations (vidéo de reportage, fiche Pollen, article sur le site de la mission ADT, séminaires, témoignages lors de diverses journées régionales ou nationales...) ont contribué à la reconnaissance régionale et nationale de ce projet. Les références qui seront produites intéressent la profession pour tester une réponse peut-être possible à la crise horticole qui touche la région et le secteur.

On aurait pu présenter aussi le cas de Brive Voulezac qui fait se croiser de nombreuses classes des filières technologiques, horticulture et paysage et sur son verger maraîcher démarré fin 2016.

En savoir plus

- Concevoir et implanter un verger maraîcher – [Reportages EDD](#) et sur le site [POLLEN](#)
- Lomme - Naissance d'un verger-maraîcher bio en dynamique collective sur le site de l'Animation et du développement des territoires de l'enseignement agricole (ADT) – lire l'[article](#) -
- Le [site de l'EPLFPA](#)

ENSEIGNER À PRODUIRE AUTREMENT

Chapitre 2

Rôles des référents dans la mobilisation des exploitations agricoles
et ateliers technologiques pour enseigner la transition agroécologique

extrait du

«Guide par et pour les référents
Enseigner à Produire Autrement»

Loïc Braïda

Montpellier SupAgro, Institut d'Education à l'Agroenvironnement

Philippe Cousinié

DGER/BDAPI, animateur Réso'Them/Agronomie - Ecophyto

Claire Durox

DGER/BDAPI, animateur Réso'Them/Energie - Climat

Octobre 2019